

**Arrêté portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société HYDRO EXTRUSION Lucé/Châteauroux –
Site HYDRO EXTRUSION LUCE 2 à LUCE (28)
(8, rue Maurice Viollette)**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir à compter du 21 août 2023 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Vu l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 qui dispose que « L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié » ;

Vu l'article 10 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 qui dispose que « L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent. »

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation, du 8 août 1983, autorisant la société FACA à poursuivre ses activités industrielles et à exercer celles de l'atelier de peinture n°2 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juillet 2017, réglementant les activités de la société SAPA PROFILES NORD OUEST (site Lucé 2), et actant notamment du classement des activités sous la rubrique 3260 traitement de surface des métaux ;

Vu l'arrêté préfectoral n°24-2024 du 13 mai 2024, portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant du 20 novembre 1985 au profit de la société ALUMINIUM ALCAN DE FRANCE pour une partie des installations précédemment exploitées par la société FACA à Lucé ;

Vu le rachat des unités de production de la société ALUMINIUM ALCAN DE FRANCE par NORSK HYDRO, au 1er janvier 1986, puis la fusion des unités de Lucé (28) et de Pinon (02), donnant naissance à la société HYDRO ALUMINIUM EXTRUSION FRANCE le 1er juillet 2003 sans changement des activités exercées ;

Vu le récépissé du 5 mars 2014 prenant en compte de changement de dénomination d'exploitant au profit de la société SAPA PROFILES NORD OUEST ;

Vu la déclaration de changement de dénomination d'exploitant de 2017 de la société HYDRO EXTRUSION LUCE 2 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 12 avril 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 2 mai 2024 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations

Vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite en date du 12 mars 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- L'exploitant ne connaît pas les débits des poteaux incendie présents sur le site,
- Les RIA présents sur le site sont hors service,
- L'exploitant dispose d'un calcul du besoin en eau d'extinction D9 qui conclut à un besoin en eau d'extinction de 660 m³/h à assurer pendant 2 heures,
- Ainsi, l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que l'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.
- Le site ne dispose d'aucun dispositif permettant de collecter l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. L'ensemble de ces eaux devrait être collecté grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 9 et 10 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société Hydroextrusion de respecter les prescriptions des articles 9 et 10 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir,

ARRÊTE

Article 1 – La Société HYDRO EXTRUSION Lucé/Châteauroux exploitant une installation de traitement de surface située sur la commune de Lucé dénommée HYDRO EXTRUSION Lucé 2, est mise en demeure de respecter à compter de la notification du présent arrêté les dispositions des articles suivants :

- Article 10 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé :
 - en s'assurant de la présence de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger
 - en réalisant une étude de la solution technique la plus adaptée au site **dans un délai de 6 mois :**
 - en réalisant les travaux définis par l'étude technique **dans un délai de 12 mois**
- Article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé :
 - en s'assurant de la présence d'un dispositif permettant de collecter l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie

- en actualisant le volume de rétention minimum du site dans un délai de 3 mois
- en réalisant une étude de la solution technique la plus adaptée au site dans un délai de 6 mois
- en réalisant les travaux définis par l'étude technique dans un délai de 12 mois

Article 2- Les délais prévus à l'article 1 ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

Tout recours (excepté le télé-recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 5 - Notifications-publications

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement.
- 3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire

Article 6 - Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, Le Préfet
 Pour le Préfet,
 La Secrétaire Générale

Agnès BONJEAN

17 JUIN 2024

